ELECTION LEGISLATIVE DU 23 NOVEMBRE 1958

Georges CHUITEL, candidat présenté par

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices, Electeurs,

Dimanche 23 novembre, vous êtes appelés à élire votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Vous comprenez l'importance que revêt votre choix dans une situation qui provoque votre mécontentement et votre inquiétude. Mécontentement parce que le coût de la vie ne cesse d'augmenter malgré toutes les promesses de baisse qui ne valent pas plus aujourd'hui qu'hier, parce que la crise du logement s'aggrave tandis que pèse la menace d'une hausse considérable des loyers. Inquiétude, parce que se développent les premiers signes d'une crise économique qui s'est manifestée déjà par les licenciements et les réductions d'horaires entraînant une baisse de salaires pour de nombreux travailleurs caladois, notamment dans la confection et dans la métallurgie (appareils électro-ménagers).

Inquiétude chez les travailleurs de la terre, parce que le gouvernement a refusé d'appliquer la loi sur l'indexation des prix agricoles (blé et lait notamment) et aussi en raison des graves menaces de liquidation de centaines de milliers de petits exploitants paysans. Sous la conduite du ministre Houdet qui poursuit au surplus la politique insensée d'arrachage du tiers du vignoble français tandis que du vin est importé de Grèce, du Chili, etc...

Inquiétude chez les petits commerçants et artisans dont les affaires régressent.

Inquiétude en raison de la poursuite de la guerre d'Algérie où la fleur de notre jeunesse est exposée à la mort, tandis que des centaines de milliards sont engloutis, qui manquent terriblement pour les besoins civils.

Cette situation est le fruit amer de la politique réactionnaire menée depuis onze ans par les Partis qui se sont succédé au gouvernement après en avoir exclu les communistes en 1947.

Le 2 janvier 1956, le peuple avait voté à gauche, pour que ça change. Vos grandes espérances ont été déçues. Guy Mollet et les dirigeants socialistes, refusant l'union des Forces de Gauche, ont permis à la droite, de diriger, en fait, les affaires de la France.

C'est l'anticommunisme qui a servi de prétexte à cette politique de division des forces républicaines. L'anticommunisme a toujours servi de paravent pour préparer et faire les mauvais coups contre le peuple et la Nation.

Le Parti Communiste peut se présenter devant vous la tête haute. Il ne porte aucune responsabilité dans la situation désastreuse dont souffrent les travailleurs. Il a toujours été fidèle aux engagements pris devant le corps électoral. C'est parce qu'ils veulent continuer et aggraver la néfaste politique menée ces dernières années, que les Partis responsables : R. P. F. (aujourd'hui U. N. R.), Indépendants, M. R. P., Radicaux, Socialistes qui sont d'ailleurs tous représentés dans le gouvernement de Gaulle avec Soustelle, Pinay, Guy Mollet, Pflimlin, Ramonet, voudraient éliminer les députés communistes, les meilleurs défenseurs du peuple.

Telle est la raison du retour du scrutin d'arrondissement, condamné avant-guerre par tous les républicains, stigmatisé par Jaurès comme : « ...étant un acte de défiance envers le suffrage universel... »

Ceux qui hier faisaient assaut d'antiparlementarisme montrent aujourd'hui la réalité de leurs appétits électoraux. Ne voit-on pas M. Bréchard se faire un tremplin de ses fonctions dans le syndicalisme agricole pour tenter de se hisser à l'Assemblée sous le parrainage de Pinay et de Soustelle, tandis qu'un autre indépendant, Germain, se présente contre lui.

Sans aucun doute, ils se retrouveront, avec d'autres, pour déverser les habituelles calomnies anticommunistes.

Mais les travailleurs, les républicains, ne se laisseront pas abuser. Ils savent que, au cours du dernier quart de siècle, c'est seulement lorsque les communistes étaient dans la majorité ou au gouvernement comme en 1936 et en 1945, qu'ils obtinrent les plus grandes conquêtes sociales : 40 heures, congés payés, conventions collectives, nationalisations, Sécurité Sociale et prestations familiales, retraite des vieux, statut de la Fonction publique, l'Office du Blé pour les paysans, le statut du fermage et du métayage.

Et même depuis le 2 janvier 1956, c'est grâce aux 150 voix des communistes et progressistes que furent votés les trois semaines de congés payés, la réduction des abattements de zone, le Fonds National de Solidarité pour les vieux, l'indexation des prix agricoles.

Les élus communistes n'ont cessé, depuis des années, de défendre les intérêts de la classe ouvrière, ceux des petits paysans, fermiers et métayers, ceux des ouvriers agricoles et des gagés.

Dimanche 23 novembre, vous leur ferez plus que jamais confiance.

Le peuple, la France ont besoin à l'Assemblée d'une forte opposition communiste pour arrêter les prétentions de plus en plus arrogantes des banquiers et grands industriels. Les députés communistes auront d'autant plus de force et d'efficacité qu'ils pourront se réclamer de millions d'électeurs et s'appuyer sur l'action unie des travailleurs. Les communistes considèrent que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre, et que la seule solution complète de ces problèmes est le socialisme.

Cependant ils pensent qu'il est possible dès maintenant de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la Nation pour l'application du programme de justice sociale et de salut national suivant :

1) RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES, par l'augmentation des salaires et traitements et retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans, aux fermiers et métayers, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise menacés par les monopoles.

2) PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établissement avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux -- y compris la Guinée -- de rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3) POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX, fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4) REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES et REFORME DEMOCRATIQUE frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

-- de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique et à la recherche scientifique, à la culture, les moyens nécessaires à la grandeur française ;

-- de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5) GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux futurs et jeunes ménages.

6) RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

-- par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques, liberté d'opinion, liberté syndicale, liberté de la presse et de réunion ;

-- par le contrôle du peuple sur les élus ;

-- par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Pour que ça change..!

Pour barrer la route à la réaction, pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de nctre Peuple et aux intérêts de la Nation pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'un Groupe Communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix :

Pour la victoire de la République !

Pour l'avenir de la France !

Votez et faites voter pour le candidat du Parti Communiste Français

Georges CHUITEL



Monteur-Electricien,
Ancien résistant

Remplaçant éventuel :

Armand AUJAS

Viticulteur,
Maire de Juliénas,
Délégué cantonal.

Vu : Le Candidat.

P. S. — Tout bulletin de vote portant une rature du candidat ou de son remplaçant éventuel, ou toute autre modification serait annulé. Il est donc indispensable de n'y rien modifier.

Imp. Martel - GIVORS